Cahier de doléances du Tiers État de Callian (Var)

Cahier des doléances, plaintes et remontrances de la communauté de Callian en la viguerie de Draguignan.

Les habitants dud. Callian déposent respectueusement aux pieds de Sa Majesté leur vœu unanime :

Pour la réformation du code civil et criminel ;

Pour la suppression de tous les tribunaux inutiles et onéreux ;

Pour une attribution aux tribunaux des arrondissements de souveraineté, jusques au concurrent d'une somme déterminée ;

Pour l'abrogation de toutes lettres attentatoires à la liberté des citoyens ;

Pour la faculté aux citoyens, de quelque ordre qu'ils soient, de concourir pour tous emplois militaires, bénéfiques et charges attributives de noblesse ;

Pour que les offices et charges ne soient plus vénales et qu'elles soient attributives au mérite personnel ;

Pour la plus grande modération pour le prix du sel, rendu uniforme dans tout le royaume, et du tabac ;

Pour l'abolition de tous droits de circulation dans son intérieur ;

Pour le reculement des bureaux des traites dans les frontières ;

Pour la suppression de la capitation et sols pour livre ;

Pour la suppression du dixième, vingtième royaux et sols pour livre, ainsi que pour le taillon, fouage et subside et autres ;

Pour une modération sur le contrôle et insinuation ;

Pour l'abolition de l'impôt sur la marque des cuirs, et de toutes les peaux qui sortent des manufactures et tanneries ;

Pour l'abolition du centième denier et tous autres droits, bureaux et impôts pécuniaires quelconques qui gênent le commerce et l'agriculture, remplacés par une imposition, en fruits, générale sur tous les biens-fonds du royaume quelconques, de quelque nature qu'ils soient, et de quelque condition que puissent être leurs propriétaires tenanciers, et sur tel taux qu'il sera avisé par le concours des sieurs députés aux États Généraux, proportionnellement aux besoins de l'État et à la subsistance du peuple, et par une taxe particulière sur l'industrie et le commerce, afin que toutes les classes concourent à payer avec la plus juste égalité les charges royales et locales sans aucune exemption ;

Pour la réunion des villes de Marseille, Arles, Forcalquier et terres adjacentes avec le corps municipal de la Province, nonobstant leurs prétendus privilèges ;

Pour la suppression entière de la dime, remplacée par une somme pécuniaire que chaque communauté payerait au curé et aux vicaires nécessaires à la desserte de la paroisse ;

Pour l'exclusion des États Généraux pour tous les membres qui ne seront pas députés légalement, et en conformité du règlement de Sa Majesté du 24 janvier dernier, pour assister aux États Généraux ;

Pour la faculté aux communes de se nommer des syndics et orateurs avec entrée aux États au moins en nombre égal aux deux autres ordres ;

Pour l'amovibilité de la présidence aux États de la Provence et la faculté aux communes de concourir annuellement avec les deux premiers ordres au choix du président, par la voie du scrutin, avant toute autre opération ;

Pour la régénération des États inconstitutionnels de Provence et leur meilleure organisation ;

Pour l'exclusion des mêmes États des magistrats et de tous officiers attachés au fisc ;

Pour la désunion de la procure du pays, du consulat de la ville d'Aix ;

Pour l'impression annuelle des comptes de la Provence dont envoi sera fait à chaque communauté ;

Pour l'admission des gentilshommes, non possesseurs de fiefs, et du clergé du second ordre ;

Les habitants de cette communauté déclarant au surplus que, quant à tous autres objets soit généraux pour le royaume, soit particuliers à cette Province, ils s'en réfèrent absolument au cahier que l'ordre du Tiers déterminera, approuvant dès à présent tout ce qui sera fait et arrêté dans rassemblée des communautés et vigueries.

Suite du cahier des doléances, plaintes et remontrances que présentent au meilleur des Rois tous les habitants de la communauté du lieu de Callian,

1° Lesdits habitants demandent la suppression des abbayes et bénéfices simples à la charge de l'État.

Pour y avoir droit, il faudra être prêtre et utile à l'église, et les produits des bénéfices qui seront en vacance seront en masse pour le soulagement du peuple.

2° Les casuels, agents¹ d'église, arrogés par abus et regardés comme simoniaques, réformés.

3° Les honoraires ecclésiastiques, applicables seulement par chaque paroisse à ses prêtres la desservant et non à des incompetents ; par ce moyen, la dîme supprimée et encore à eux tout privilège d'entrée de villes, réformé.

4° Tous les biens d'église doivent être en circulation parce que, ayant les meilleurs biens, ils sont susceptibles de toutes sortes de productions, tandis que, tant qu'ils seront entre leurs mains, leur production sera toujours la même, ce qui contribue beaucoup à faire manquer le pâturage pour les bestiaux.

5° Le Roi seul notre justicier ; par conséquent tout justicier subalterne et seigneurial, supprimé.

6° La police attribuée aux communautés, ainsi qu'en jouissent les villes.

7° Extirpation des banalités, usages regardés comme usurpés, et les conventionnels sans l'autorisation du prince, achetables.

8° La pêche et la chasse permises dans l'ordre de nature et par conséquent permises à toutes personnes, sans distinction, ni privilège.

9° La possession des rivières, commune sans restriction, parce que l'appropriation que les seigneurs veulent s'en faire retarde la faculté que les communautés et particuliers ont de faire des établissements et ouvrages pour l'utilité publique, et plus celle des régales qui mènent aussi à bien d'inconvénients.

10° L'anéantissement de la directe et retrait féodal dont les lods, perçus par des fermiers, des procureurs, des usufruitiers, dans les vues de tenir les habitants en échec, ne rassurent jamais l'acquéreur sur la possession et la crainte de s'en voir dépouiller, l'arrêtent et l'intimident pour les défenses à produire par des procès.

11° Tous les biens des seigneurs, soit séculiers, soit réguliers, de quelle nature qu'ils puissent être, taillables ; plus de droit de forain ; soumis aux charges négociales ; plus de droit de cas impériaux de cavalcade ;

¹ argent

toute censé féodale, soit en fruit, soit en argent, quérable ou portable, constitutive en corps de communauté, rachetable ; de là, plus de reconnaissances.

12° Que les habitants ne soient point inquiétés par les seigneurs pour tous les bois et défens en commun. Sous la réserve des bois de construction et, sans déroger au droit commun de la perpétuité des choses, à faire des fours à chaux pour l'usage de l'habitation, tant seulement ; demandant encore la faculté de les ensemercer en tant qu'utiles et avantageux à l'habitation.

13° L'établissement d'honoraires honnêtes pour un maître d'école dans les habitations, payés en corps de communauté pour l'exemption du suffrage des intendants.

14° La suppression des gabelles, du sel et du tabac.

15° Toutes les marchandises du royaume circulent sans payer aucune sorte de droit.

16° Les péages supprimés.

17° Les privilèges maritimes aux seigneurs, supprimés.

18° Quatre juges de paix pour connaître de tous les différends des particuliers qui plaideront leurs causes devant eux, sans participation de procureurs ni d'avocats, et qui jugeront définitivement jusqu'à la concurrence de trente livres, sans aucun frais de justice ; et être changés toutes les années.

19° Il sera réservé à chaque communauté de s'imposer comme elle jugera à propos.

20° La suppression des gros droits de contrôle, réduits à vingt sols par mille pour servir d'alimentaire à tous les receveurs supprimés.

21° La suppression de tous les chevaux de luxe dans tout l'intérieur du royaume.

22° La suppression des employés, pour ne laisser subsister que ceux nécessaires aux bureaux sur les pays limitrophes et le long de la mer, parce qu'il ne doit exister que des droits sur les marchandises seulement étrangères. Les employés qui resteront et qui ne pourront être congédiés, employés au service des communautés, comme gardes de villes, etc.

23° Que chaque communauté ait la faculté de donner de l'encouragement à tous ceux qui se distinguent dans la culture et dans la propagation du menu bétail.

24° Que, pendant trois ans, on cessera de tuer des veaux, des agneaux et des chevreaux pour l'augmentation de l'espèce, qui devient très rare ; laissant à la prudence des consuls la permission et le refus d'en tuer, la nécessité l'exigeant.

25° Chaque viguerie sera séparée de la Province ; elle seule administrera les deniers pour la réparation des ponts, chemins, rivières, chaussées, etc.

26° Plus de procureurs du pays.

21° Les impositions seront portées au receveur que la viguerie établira et soumis de les faire passer où le service de l'État exigera.

28° La suppression des droits sur les cuirs et peaux pour les objets qui intéressent la généralité du royaume. Lesdits habitants demandent que les États Généraux soient, à l'avenir, constitutifs et périodiques de cinq en cinq ans.

Que les subsides royaux et autres impositions ne soient votés que pour ledit terme de cinq ans.

Que le code civil et criminel soit réformé ; que les tribunaux, tels que présidiaux et bailliages, aient une attribution de souveraineté jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée.

Que toutes lettres attentatoires à la liberté du citoyen soient abrogées.

Que celui-ci ait la faculté, de quelque ordre qu'il soit, de concourir pour tout emploi militaire, bénéfice, charges attributives de noblesse, etc., surtout de réclamer contre la vénalité des offices.

Quant aux affaires relatives et particulières à la Province, lesdits habitants demandent qu'il soit permis aux communes de se nommer un syndic avec entrée aux États ;

Que la perpétuité de la présidence soit supprimée ;

Que toutes les charges royales et locales soient payées par égalité, nonobstant toute possession ou privilège quelconques à ce contraires ;

Que la répartition des sommes que le Roi accorde au Pays, ensemble l'imposition des quinze livres par feu affectée à la Haute-Provence, soit faite dans le sein des États et par eux arrêtée ; déclarant au surplus lesdits habitants que, quant à tous autres objets, soit généraux pour le royaume, soit particuliers à cette province ou à cette communauté, ils s'en réfèrent absolument au cahier général qui sera dressé, en exécution des ordres du Roi, chargeant, lesdits habitants, très expressément les sieurs députés qu'en a élus l'ordre du Tiers, pour assister et voter aux États Généraux de France, de supplier Sa Majesté de vouloir bien accueillir favorablement leurs plaintes, et, dans cette heureuse attente, que lesdits habitants ne cesseront d'adresser leurs vœux, les plus sincères au Tout Puissant pour la conservation de Sa Majesté et de toute la famille royale.

L'anoblissement de tous les français ne composant tous qu'une seule et même famille, dont le Roi est le père commun et doit rendre ses sujets, qui sont tous ses enfants, égaux sur cet article, sauf d'accorder des marques de distinction, des récompenses et des grades à ceux qui se distingueront par leur mérite et par leurs talents.